

AFFAIRE L'OPPOSANT À TOTAL

La réponse de Sonatrach

La Sonatrach devrait réagir aujourd'hui à l'action menée par la compagnie française Total qui a décidé de recourir à l'arbitrage international pour réclamer un dédommagement par rapport à l'application, depuis 2006, de la taxe sur les profits exceptionnels (TPE).

Selon des sources bien informées, la compagnie publique algérienne a mobilisé tout un arsenal juridique pour contrecarrer l'action de Total, qui a entraîné dans son sillage, la société espagnole Repsol dans l'action arbitrale engagée contre l'Etat algérien.

La théorie du chaos

Selon des experts du secteur de l'énergie, l'action de Total ne peut en aucun cas être isolée de la politique française nouvellement dressée contre l'Algérie. D'ailleurs, le patron de Total affirme lui-même que le recours à l'arbitrage international contre la Sonatrach n'a été réellement engagé qu'après avoir obtenu l'approbation des autorités de son pays.

Pure coïncidence ou opérations orchestrées, la démarche de Total a été curieusement précédée, deux jours auparavant, par une décision de la Coface. Cet organisme qui offre sa garantie pour les exportations françaises, a décidé de dégrader l'économie algérienne et remet en cause sa solvabilité alors que ses réserves de change présentent un potentiel financier assez rassurant.

L'accélération des événements démontre que la France mène actuellement une véritable offensive sur l'Algérie pour obtenir des nouvelles concessions dans les secteurs de l'industrie et des hydrocarbures.

Cette offensive est concentrée notamment sur le nouveau ministre de l'Energie, Noureddine Bouterfa, qui a dirigé pendant

plus de 13 ans la société algérienne de l'électricité, Sonelgaz. Tout au long de sa gestion de la Sonelgaz, Bouterfa a toujours résisté aux pressions françaises pour imposer Alstom dans les projets de réalisation des centrales de production de l'énergie électrique.

Une enveloppe de plus de 25 milliards de dollars a été attribuée aux sociétés américaines, italiennes et chinoises pour la réalisation de cet immense projet alors que la société française a toujours été disqualifiée pour ses offres financières exorbitantes.

A Paris, on redoute que Bouterfa récidive dans le secteur des hydrocarbures et éloigne les compagnies françaises des projets juteux, tant dans l'exploitation de l'amont pétrolier que dans la réalisation des projets pétrochimiques. Dans ce contexte, on est conscient que l'Algérie compte développer plusieurs projets structurants dans le raffinage et la pétrochimie et les compagnies françaises ne comptent plus faire de la figuration lors de la phase de pré-qualification des sociétés d'engineering et de réalisation.

Le plus étrange encore dans cette offensive est la publication, par un site français, d'informations sur de prétendues malversations dans la gestion de l'association Sonatrach-Anadarko en Algérie. Ces attaques visent en effet un ancien responsable de l'association Berkine (Sonatrach-Anadarko) qui a été nommé, il y a quelques mois, au poste de vice-président de la Sonatrach.



La France tente de faire pression sur la Sonatrach.

L'américaine Anadarko prépare une réaction, qu'elle devrait rendre publique, pour défendre ses procédures de gestion et l'intégrité de ses personnels.

Réaction tardive ?

L'action de Total en direction de Sonatrach est motivée, selon plusieurs experts pétroliers, par le déclin de la part de la compagnie française dans la production globale en Algérie. Total a d'abord péché par la non-reconduction du contrat de l'exploitation des champs de Hamra (au sud de Rhourde Ennous).

Ce champ produit aujourd'hui une quantité de 15 millions de mètres cubes de gaz par jour et une quantité impressionnante de gaz de condensat. La société française a également perdu son rôle stratégique en Algérie par la vente, en 2010, de ses parts (50%) dans la société espagnole Cepsa qui développe un potentiel énorme en Algérie. Avec l'aban-

don, toujours inexpliqué, du projet de l'Ahnet (un immense gisement de gaz), Total a vu sa production réduite au seul champ de Tin Fouyé Tabenkort (TFT) qui ne produit que 14 millions de mètres cubes de gaz par jour. Dans cette association, la part sociale de Total est de 35% seulement.

Du coup, les quantités de gaz extraites par Total ne représentent plus que moins de 1% par rapport à la production globale des hydrocarbures en Algérie.

Selon des experts, les dommages réclamés par Total par rapport à la TPE (taxe sur les profits exceptionnels) sont venus à un moment assez tardif. Car comment expliquer son silence depuis 2006, date d'entrée en vigueur de la TPE, et sa soudaine réaction dix ans plus tard ? Les experts expliquent cette réaction par une pression que la France tente d'exercer sur la Sonatrach qui a développé au cours des derniers mois une dynamique assez sou-

tenue pour inciter les partenaires étrangers à abandonner la réclamation d'éventuels dédommagements par rapport à l'application de la TPE.

Le groupe pétrolier algérien a réussi, en effet, à conclure de nombreux accords avec les compagnies étrangères, incluant notamment l'abandon de la contestation de la TPE. C'est le cas ainsi de l'italien ENI, de l'australien BHP-Billiton, de l'espagnol Cepsa qui a été racheté totalement par un fonds souverain émirati. D'autres pourparlers sont en cours avec des compagnies européennes et asiatiques pour l'obtention de cette garantie d'abandon de la réclamation de dommages par rapport à la TPE. C'est le cas notamment de la compagnie indonésienne Pertamina qui a racheté, il y a deux ans, les actifs en Algérie du géant américain ConocoPhillips.

Parallèlement, la Sonatrach a développé des partenariats nouveaux avec les géants chinois Cinopec et CNPC et européens Gazprom, British Petroleum, Statoil et Maersk. Ces compagnies devront s'associer avec la Sonatrach pour le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers et participer ainsi à l'augmentation de la production nationale et participer au maintien de la part algérienne sur le marché gazier européen.

Par conséquent, la part de la française Total est devenue insignifiante et ne peut en aucun cas influencer sur les équilibres en Algérie. D'autant plus que le volume visé par l'action arbitrale ne dépasse aucunement la barre des 200 millions d'euros dans un pays où la production globale est de l'ordre de 40 milliards de dollars.

Mokhtar Benzaki

NAFTAL

Généralisation des cartes électroniques pour l'approvisionnement en carburant

Le directeur général de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal), Hocine Rizou, a annoncé, mercredi, à Alger, la généralisation des cartes électroniques pour l'approvisionnement en carburant à compter du dernier trimestre de l'année en cours.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Dans une déclaration à la presse lors d'une visite d'inspection au niveau des stations-services Naftal de la capitale, M. Rizou, cité par l'APS, a indiqué que la société comptait commercialiser des cartes magnétiques qui seront mises à la disposition de sa clientèle au courant du dernier trimestre de l'année en cours pour remplacer progressivement la carte électronique et les bons d'essence destinés aux sociétés

et aux administrations. Il s'agit, selon M. Rizou, de cartes électroniques disponibles au niveau des centres de distribution de la société utilisables dans toutes les stations Naftal ou privées à travers le territoire national.

La société œuvre actuellement à la conception de nouvelles cartes pour remplacer celles lancées durant les dernières années en collaboration avec la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et ayant enregistré des défaillances à l'usage.

M. Rizou a indiqué que les cartes électroniques seront propres à Naftal et permettront au client d'acheter un crédit qu'il utilisera pour s'approvisionner en carburant et tout autre produit Naftal au niveau des stations-services sans avoir à payer au comptant.

Concernant sa visite aux stations-services de Chéraga, Zéralda, Alger-Centre et

Kharouba, M. Rizou a affirmé qu'elle visait à contrôler le respect des permanences à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, soulignant que «l'opération se déroulait normalement et tous les types de carburants sont disponibles».

Devant des stations presque vides, le P-dg de Naftal a expliqué que «les derniers jours du Ramadhan, de longues files d'attente se constituaient devant les stations d'essence d'où la mobilisation d'agents supplémentaires et le renforcement de la distribution d'essence pour faire face à la demande».

Il a indiqué que la demande d'essence augmentait généralement de 40 à 50% lors des journées précédant les fêtes de l'Aïd notamment, c'est pourquoi Naftal a «renforcé le volume du stock de carburant qui a atteint les 90% de sa capacité». Il a appelé dans ce sens les clients à éviter de laisser jusqu'à l'approche des fêtes de



Tous les types de carburants sont disponibles.

l'Aïd pour s'approvisionner d'autant plus que les «stations restent ouvertes les jours de l'Aïd». Il a également assuré que toutes les

stations Naftal sont ouvertes au niveau national 24/24 tout au long de l'année.

Y. D.